En finir avec les analyses keynésiennes qui brouillent notre message politique !

En théorie, notre parti et nos porte-parole devraient défendre publiquement l'analyse de la crise adoptée lors de notre dernier congrès :

> Pour « sortir de la crise », certains préconisent des mesures « keynésiennes », censées dynamiser la demande et relancer l'accumulation. Ils s'opposent aux politiques d'austérité au nom de leur « inefficacité ». En fait, la crise n'est pas due à des politiques économiques « absurdes », mais à la baisse des taux de profit menant à la crise généralisée (...) Nécessairement, la « solution » capitaliste à la crise passe donc par le redressement des taux de profit, combinant destruction de capital et augmentation du taux d'exploitation[1]

Malheureusement, l'analyse défendue publiquement est non seulement différente, mais parfois opposée, allant même jusqu'à rejoindre par moment celle des réformistes keynésiens. L'intervention d'Olivier Besancenot chez Bourdin le 3 décembre en est un exemple flagrant :

> Par les politiques d'austérité, on prive la population des moyens de consommer, donc on alimente la récession économique
>
> Il y a des entreprises qui ne savent plus comment faire pour écouler ce qu'elles ont, elles sont pour la plupart en surcapacité de production parce qu'elles n'arrivent pas à trouver des marchés solvables, c'est la réalité de la récession économique, c'est pourquoi le gouvernement est disqualifié depuis le début par sa politique de l'offre[2]

Ainsi, selon nous le NPA, la faiblesse des salaires provoquerait une faiblesse de la consommation qui serait à l'origine de la crise de surproduction que nous subissons. Nous reprenons donc ici mots pour mots les analyses du Front de gauche.

Sauf que le Front de gauche en tire lui une conclusion logique : pas besoin de sortir du capitalisme pour sortir de la crise, il faut une politique de relance, augmenter les salaires et les dépenses publiques pour augmenter la demande et donc le niveau de la production.

Nous devrions pourtant nous garder de ces analyses tout simplement parce qu'elles sont fausses et qu'elles sèment des illusions. Toutes les relances (notamment celle de 1981) ont aggravé la crise et ont débouché sur des politiques d'austérité décuplées. Aujourd'hui, les pays les plus en difficulté de la zone euro (France et Italie) ne sont pas celles qui ont mené les politiques d'austérité les plus dures ; ce sont au contraire les pays qui sont « en retard » et qui vont devoir mettre en place des contre-réformes très dures pour essayer de redresser le taux de profit, condition *sine qua non* de tout redémarrage économique (aussi modeste soit-il). Dans le cadre du capitalisme, il n'y a pas de sortie de crise « par le haut », en améliorant le bien-être des travailleurs. Nous devrions combattre ces mensonges propagés sciemment par les réformistes pour empêcher toute issue anticapitaliste à la crise.

Or au contraire, notre discours public fait souvent croire que les profits sont très hauts mais que les capitalistes sont devenus très méchants et qu'ils refusent d'investir pour se gaver de dividendes. OB dit ainsi :

> La part des profits des entreprises va de plus en plus sous forme de dividendes pour les actionnaires ; à la fin des années 1980, il y avait à peu près 30% des bénéfices qui revenaient à la finance, à la rémunération des actionnaires, et aujourd'hui on parle de 80%

Or, les dividendes nets versés aux actionnaires représentaient 17% du profit (excédent brut d'exploitation) en 2012 contre 11% en 1989. On est très loin des chiffres annoncés. Ils ont certes augmenté et on peut bien sûr le souligner, mais dans le même temps, la part des revenus nets de la propriété dans le profit a plutôt baissé depuis la fin des années 1980 (24% en 2012 contre 29% en 1989) car les intérêts versés ont fortement diminué. Pire, la part du profit réinvesti n'a pas du tout diminué entre 1989 et 2012 , elle a augmenté passant de 65% à 74%. Donc il est factuellement faux d'affirmer que les capitalistes feraient la grève de l'investissement. Ce sont les lois de la concurrence qui leur imposent d'investir pour rester compétitif.

La véritable raison de la dépression économique est la faiblesse du taux de profit qui conduit à un investissement faible, et donc à une croissance anémique et à un chômage massif. Et les politiques visant à rétablir le taux de profit ne sont pas absurdes ou facteurs d'aggravation de la crise, elles sont une réponse nécessaire à la crise de la part des capitalistes.

Donc la seule alternative à l'austérité est la rupture avec le capitalisme. Voilà ce que nous devrions expliquer en appui à notre projet anticapitaliste, au lieu de nous tirer une balle dans le pied en reprenant à notre compte les analyses des réformistes.

[1] *Cf.* http://npa2009.org/sites/default/files/CR%202e%20congres-web.pdf

[2] *Cf.* http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/bourdin-direct-olivier-besancenot-0312-364241.html

Gaston Lefranc, le 13 décembre 2014